



Conseil économique et social

Distr. générale
2 novembre 2012
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2013
21-30 janvier et 8 février 2013

**Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations non
gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Congrès du travail du Canada.	3
2. Femmes Afrique solidarité	5
3. Fundación Instituto Psicopedagogico Uruguayo.	7
4. Fondation pour une culture de la paix	8
5. Globe Aware.	9
6. Institut international des sciences politiques.	11
7. Juristes sans frontières	12
8. Mouvement mondial des mères	14
9. Fonds mondial pour la nature.	16
10. Alliance mondiale de la jeunesse	17
11. Fondation mondiale pour la jeunesse.	18
12. Yachay Wasi.	20



13.	Youth for Unity and Voluntary Action	22
14.	Yugoslav Youth Association against Aids: Youth of JAZAS	23
15.	Prix international Zayed de l'environnement	25

1. Congrès du travail du Canada

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Le Congrès du travail du Canada s'attache à promouvoir les intérêts de ses membres et, d'une façon générale, à améliorer le bien-être économique et social des travailleurs canadiens, y compris ceux qui sont au chômage ou à la retraite, comme indiqué dans ses communiqués et ses propositions et résolutions de politiques examinées lors de sa convention constitutionnelle de 2005.

Changements à signaler

Les statuts et règlements de l'organisation ont été modifiés mais sans occasionner de changements dans l'orientation, les programmes ou la portée des travaux de l'organisation.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Congrès du travail du Canada organise de nombreuses activités dans l'ensemble du Canada avec ou pour ses membres et produit et diffuse des informations sous diverses formes afin de soutenir les activités de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, le travail décent et le développement durable, la lutte contre le racisme et en faveur des droits de l'homme, le développement social et la protection de l'environnement, les droits des travailleurs et des syndicats, un traité des Nations Unies sur des armes, ainsi que la santé et la sécurité sur le lieu de travail et au sein de la population. L'organisation a élaboré un programme de travail pour chacun de ces thèmes, qui est mis en œuvre dans chaque province et territoire du Canada. En outre, chaque thème a une composante internationale, ce qui implique la participation de l'organisation aux processus des Nations Unies et aux structures syndicales internationales, ainsi que l'engagement aux côtés des coalitions et partenaires sociaux, aussi bien sur le plan national qu'international.<

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- a) Réunion de haut niveau consacrée à un examen approfondi des progrès accomplis dans la réalisation de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida et de la Déclaration politique sur le VIH/sida (juin 2011);
- b) Sessions de la Commission de la condition de la femme (25 février-7 mars 2008; 2-13 mars 2009; 1^{er}-12 mars 2010; et 22 février-4 mars 2011);
- c) Réunions du Forum mondial sur la migration et le développement (Manille, 29-30 octobre 2008; Athènes, 2-5 novembre 2009; Puerto Vallarta, Mexique, 8-11 novembre 2010; Genève, 30 novembre-3 décembre 2011).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation :

a) Siège au Conseil d'administration du Bureau international du Travail (BIT) et coordonne la participation d'une délégation à chaque session annuelle du BIT, ainsi que l'application, par ses membres affiliés, des conventions du BIT ratifiées par le Canada, notamment en matière de promotion de l'emploi et de droits syndicaux;

b) Suit et plaide les questions des droits de l'homme, et communique sur ce thème, dans le cadre du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées et des Déclaration et Programme d'action de Durban;

c) Appuie la célébration de journées internationales, telles que la Journée mondiale de la lutte contre le sida, la Journée internationale des personnes handicapées, la Journée des droits de l'homme, la Journée internationale de la femme, la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et la Journée internationale des migrants, au travers de déclarations, d'activités ou de la diffusion de documents ou d'informations concernant la campagne.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a soutenu de nombreux projets avec les syndicats et les organisations non gouvernementales dans 20 pays, en Afrique, en Amérique, en Asie et au Moyen-Orient, afin de renforcer la capacité des travailleurs à participer à la prise de décisions au travail ou sur le plan national ou communautaire. Certains projets concernent la problématique hommes-femmes et l'autonomisation des femmes.

En 2010, l'organisation a accueilli un congrès mondial de la Confédération syndicale internationale, qui rassemblait les représentants de plus de 100 pays afin de contribuer à définir la politique syndicale mondiale en matière de développement économique, de travail décent et d'autres thématiques en rapport avec la pauvreté et les droits de l'homme.

Au travers d'un partenariat spécial avec l'organe régional africain de la Confédération, l'organisation a coorganisé, en 2010, une campagne de lobbying dans plusieurs pays destinée aux ambassades du Canada, à l'occasion du Sommet du Groupe des Huit, pour soutenir et renforcer la réponse mondiale au VIH et au sida.

Au Canada, l'organisation demeure active auprès d'autres organisations participant à la promotion des objectifs du Millénaire pour le développement: Amnesty International, l'Institut Nord-Sud et le Conseil canadien pour la coopération internationale.

2. Femmes Afrique solidarité

Statut consultatif général : 2000

Introduction

Femmes Afrique solidarité s'emploie à renforcer le rôle des femmes dans la recherche de la sécurité humaine et d'une paix durable en Afrique. L'organisation souligne la participation et le rôle essentiels des femmes dans les processus de règlement des conflits, de reconstruction après les conflits et de prévention des conflits, conformément à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. En outre, elle contribue largement, de par ses activités, à la mise en œuvre d'instruments régionaux et internationaux de promotion de l'égalité des sexes et des droits de la femme. L'organisation est associée au Département de l'information du Secrétariat des Nations Unies et est dotée du statut d'observateur auprès de l'Organisation internationale pour les migrations et de l'Organisation internationale de la Francophonie. Elle est membre du Comité d'ONG sur la condition de la femme, du Groupe de travail sur les femmes et la paix et la sécurité, à New York, et du Groupe de travail pour la paix, à Genève. Elle occupe la fonction de première vice-présidente de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies.

Objectifs et mission

Pour atteindre son objectif de création de processus de paix afin de parvenir à la sécurité humaine et à une paix durable en Afrique, l'organisation utilise deux grands axes d'intervention : l'autonomisation et la mobilisation. La mobilisation permet de mettre en place et soutenir les travaux de l'organisation au travers d'actions de sensibilisation et de l'engagement des partenaires, réseaux et acteurs clefs. Elle donne lieu à des évaluations et recommandations qui sont ensuite intégrées aux stratégies d'autonomisation de l'organisation, qui permettent à leur tour d'élaborer et de mettre en œuvre les projets et initiatives visant à satisfaire les besoins sur le terrain.

Changements à signaler

En 2010, l'organisation a été reclassée de statut consultatif spécial à statut consultatif général auprès du Conseil économique et social. Son Conseil d'administration se réunit désormais deux fois par an, au lieu d'une fois. Trois comités ont vu le jour (interventions, finances et collecte de fonds) en juillet 2010, afin d'accroître la participation des membres du Conseil d'administration à la gestion de l'organisation.

Contribution à des activités des Nations Unies

Dans la région des Grands Lacs, l'organisation a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de plans d'action nationaux et régionaux dans le cadre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. Elle a organisé, pour les parlementaires du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda, des formations sur le paritarisme et la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans le processus budgétaire. Dans la région du fleuve Mano, elle a joué un rôle clef en ce qui concerne les plans d'action nationaux et régionaux dans le cadre de la résolution 1325 (2000). Au cours de la période considérée, elle a mené des missions de

surveillance électorale au Libéria et en Sierra Leone, une mission de solidarité en Guinée et un dialogue consultatif en Côte d'Ivoire. Sa collaboration avec des femmes du Soudan, depuis 2008, a permis l'élaboration d'un agenda commun pour la paix et l'émission d'une déclaration qui a servi aux femmes du Darfour d'instrument concret pour communiquer et défendre efficacement leurs droits, préoccupations et requêtes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, les représentants de l'organisation ont participé aux réunions annuelles de la Commission de la condition de la femme, à New York, ont assisté à des manifestations parallèles sur les femmes et la paix et la sécurité, en ont organisé, et ont fait intervenir des femmes du terrain pour qu'elles partagent leurs expériences. Ses représentants ont également assisté aux sessions annuelles de l'Assemblée générale et sont intervenus lors de manifestations parallèles sur les femmes et la paix et la sécurité.

Lors des seizième et dix-septième sessions du Conseil des droits de l'homme, tenues en 2011, l'organisation a fait venir des femmes ivoiriennes à Genève, afin qu'elles s'adressent au Conseil. Elles ont plaidé en faveur de l'instauration d'une commission d'enquête internationale indépendante et de l'intégration des préoccupations des femmes aux travaux de la Commission de dialogue, de vérité et de réconciliation.

En 2010, l'organisation a soutenu huit membres de l'Association des femmes soudanaises au Darfour afin qu'elles participent aux rencontres consultatives ouvertes du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, de la Mission des Nations Unies au Soudan, de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), tenues en juin à Khartoum pour fêter les 10 ans de la résolution 1325 (2000).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2010, année des 10 ans de la résolution 1325 (2000), le Directeur exécutif de l'organisation a été nommé coprésident du Groupe consultatif de la société civile, créé pour conseiller le Comité directeur à haut niveau chargé de concevoir une approche coordonnée pour la mise en œuvre de la résolution.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de la période considérée, l'organisation a coordonné la campagne « Gender is my agenda », réseau regroupant plus de 55 organisations. Les réunions consultatives de la campagne, organisées en marge du Sommet de l'Union africaine, permettent de suivre la mise en œuvre de la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, ainsi que les progrès réalisés par les gouvernements africains en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. De plus, les membres de l'organisation conçoivent et appliquent des stratégies visant à promouvoir davantage d'initiatives en la matière.

3. Fundación Instituto Psicopedagógico Uruguayo

Statut consultatif spécial : 2008

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue à des activités des Nations Unies et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation aurait été en mesure de participer davantage à la mise en œuvre des programmes des Nations Unies si elle ne s'était pas heurtée aux problèmes suivants, qui sont toujours d'actualité : les informations sur les réunions et conférences internationales sont rares et arrivent trop tard et le manque de fonds et de représentants rend la participation à des réunions internationales très difficile.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En novembre 2009, l'organisation a conçu un projet de recherche avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), sur le renforcement des capacités, destiné aux enfants handicapés de 0 à 17 ans, afin d'améliorer leur qualité de vie et leur accès à l'éducation. Le projet visait à déterminer le nombre d'enfants concernés dans deux départements uruguayens, Artigas et Canelones, ainsi que leurs conditions de vie, dans l'objectif d'améliorer leur qualité de vie en promouvant l'égalité des chances pour tous et le plein exercice de leurs droits, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement. Le projet a été élaboré avec l'UNICEF mais n'a pu être mis en œuvre, pour des raisons financières.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation cible les enfants et les jeunes handicapés, ainsi que les groupes vulnérables qui sont socialement en danger. À cet égard, elle développe des activités contribuant à éradiquer la pauvreté. Outre une présence quotidienne auprès des enfants autistes, l'organisation a également élaboré un programme de formation en restauration, qui se déroule sous forme d'ateliers, pendant un an. Ses diplômés ont créé une coopérative, « Gastrocoop », qui opère sur le marché libre. Ce programme a remporté un grand succès.

En se basant sur cette expérience, l'organisation a présenté à la Commission européenne un projet baptisé « Alternativa de vida » (« alternative de vie »), dans le cadre de l'appel à propositions de la Commission destiné aux agents non gouvernementaux et aux collectivités locales. Le projet vise à réduire la pauvreté dans le contexte du développement durable, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement, et doit être mis en œuvre dans 5 départements du pays: Montevideo, Canelones, Colonia, Maldonado et Paysandú. Son objectif est de proposer une formation professionnelle aux groupes vulnérables (femmes chefs de famille, travailleurs confrontés au chômage de longue durée, personnes exclues du marché du travail et personnes handicapées) dans le domaine de la restauration, et de former des coopératives sociales qui deviendront prestataires de services de restauration (Gastrocoop, par exemple).

L'organisation gère également un programme de réadaptation à base communautaire à San Ramón (Canelones). Chaque année, le groupe organise une journée de la santé, durant laquelle sont réalisés des examens de cholestérol, triglycérides, glycémie, tension artérielle et indice de masse corporelle, afin de contribuer à la bonne santé de la population. Le sport et l'intégration sociale sont également mis en avant.

L'organisation a présenté un projet à la Banque interaméricaine de développement, qui doit être mis en œuvre avec le Fonds spécial japonais et le Ministère de la santé publique, afin de promouvoir des communautés en bonne santé et productives. En outre, l'organisation gère et administre un portail Internet sur le handicap, raison pour laquelle elle a mis en place un réseau d'institutions travaillant dans ce domaine.

Enfin, l'organisation donne des conférences destinées aux étudiants et aux professionnels sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle conseille gratuitement les parents et professionnels s'occupant d'enfants présentant des déficiences de développement. Elle est très présente dans les médias, où elle donne des conseils sur des questions liées à la Convention.

4. Fondation pour une culture de la paix

Statut consultatif spécial : 2008

Contribution à des activités des Nations Unies

En janvier 2008, l'organisation a publié le rapport de synthèse d'une conférence internationale tenue à Rio de Janeiro (Brésil), du 8 au 10 décembre 2007, sur l'alliance des civilisations, l'interculturalisme et les droits de l'homme, organisée par la Fondation, le Secrétariat général ibéro-américain et l'Académie de la latinité/Universidade Candido Mendes, avec le soutien de la Fundação Alexandre de Gusmão et des Ministères des affaires étrangères du Brésil et d'Espagne.

Dans le cadre de la soixante et unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Paris, la Fondation a organisé une réunion subsidiaire (5 septembre 2008) intitulée « Aspects institutionnels et rôle de la société civile dans la consolidation de la paix ». Son directeur a également participé aux travaux du groupe de travail sur le droit fondamental à la paix (5 septembre 2008). L'organisation, la délégation du Gouvernement de Catalogne en France et la Mairie du 5^e arrondissement de Paris se sont associées lors de la Conférence pour proposer l'organisation d'une exposition baptisée « Ausencias » (« absences »), du 3 au 14 septembre, présentant les travaux de Gustavo Germano, photographe argentin vivant à Barcelone, sur les victimes des disparitions forcées sous la dictature argentine.

Le 18 mai 2010, dans le cadre de l'Année internationale du rapprochement des cultures, l'organisation a dirigé un séminaire international sur le thème « Religions and the building of peace: fostering intercultural and interreligious cooperation and action for a culture of peace », avec le soutien du Groupe de la liaison avec les ONG de l'Office des Nations Unies à Genève.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation :

a) A participé à la soixante et unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, sur le thème « Réaffirmer les droits de l'homme : la Déclaration universelle à 60 ans », tenue à Paris, du 3 au 5 septembre 2008;

b) A organisé, le 18 mai 2010, un séminaire international sur le thème « Religions and the building of peace: fostering intercultural and interreligious cooperation and action for a culture of peace », avec le soutien du Groupe de la liaison avec les ONG de l'Office des Nations Unies à Genève;

c) A participé à un séminaire international, en octobre 2011, sur le thème « Migration and communication: re-balancing information flows and dialogue », organisé par le Ministère des affaires étrangères de Finlande, l'Organisation internationale pour les migrations et l'agence de presse mondiale Inter Press Service à Helsinki.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a publié, conjointement avec la Fundación Triptolemos, un rapport intitulé « Report on the University Cooperation for Development in the Agro-Alimentary Sector: The Spanish Case », avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (mars 2008).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne la promotion de l'objectif 1, l'organisation a publié le rapport précité. En ce qui concerne l'objectif 3, elle promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans toutes ses publications pour les établissements scolaires et les enseignants. En rapport avec l'objectif 7, elle a organisé, en 2009, un séminaire international sur la relation entre le changement climatique et la paix, et a publié un ouvrage en s'appuyant sur des documents de référence du système des Nations Unies. En ce qui concerne l'objectif 8, elle a signé des accords de partenariat avec le Forum UBUNTU et d'autres organisations, dans le but d'instaurer une nouvelle forme de gouvernance et un système financier plus juste.

5. Globe Aware

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Globe Aware est une organisation caritative basée aux États-Unis et au Canada, qui mène des actions au Brésil, au Cambodge, en Chine, au Costa Rica, au Ghana, en Inde, en Jamaïque, au Laos, au Mexique, au Pérou, en Roumanie, en Thaïlande et au Viet Nam.

Objectifs et mission

Globe Aware s'emploie à promouvoir la durabilité et la conscience culturelle en mobilisant de petites équipes de volontaires sur des projets à court terme dans tous les pays qu'elle couvre.

Changements à signaler

Globe Aware a ajouté à son action un programme d'éducation pour les enfants indigents en Inde. L'organisation a suspendu temporairement ses programmes au Brésil et en Jamaïque, compte tenu de la diminution du nombre de volontaires en mesure d'y participer.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation aurait été en mesure de participer davantage à la mise en œuvre des programmes des Nations Unies si elle ne s'était pas heurtée aux problèmes suivants, qui sont toujours d'actualité : les informations sur les réunions et conférences internationales ont été rares, voire inexistantes, en 2010 et 2011. En outre, suite aux crises économiques de 2008, le manque de fonds et de représentants (tous bénévoles) a rendu la participation à des réunions internationales très difficile au cours de la période considérée. L'organisation a toutefois réussi à mener de nombreuses actions favorisant la réalisation de l'agenda pour le développement du Conseil économique et social et, plus généralement, des Nations Unies. En effet, elle a contribué à améliorer les situations sociales et économiques et à relever les niveaux de vie : en apportant des soins nutritionnels aux femmes enceintes du village de Parismina (Costa Rica); en fournissant des denrées alimentaires et en diffusant des consignes d'hygiène aux 425 enfants de Cusco (Pérou); en construisant trois écoles et 14 salles de repos dans les écoles dans plusieurs villages de la région de Ho, au Ghana; en enseignant l'anglais à 40 enfants de Jaipur (Inde), encore actuellement; en construisant 50 fours en pisé à San Pedro de Caste (Pérou), qui permettent de réduire la déforestation et l'inhalation de fumée par les mères lorsqu'elles préparent les repas. À Siem Reap (Cambodge), l'organisation a assemblé et distribué gracieusement 115 fauteuils roulants aux victimes des mines terrestres n'ayant pas accès aux soins de santé. À Hoi An (Viet Nam), elle a fabriqué et distribué 55 bibliothèques mobiles pour les enfants des crèches.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté à la session de mars 2009 de la Commission de la condition de la femme et a émis des recommandations et des idées concernant des projets qu'elle pourrait mener à l'avenir pour promouvoir la santé des femmes. Son responsable des projets a participé à la dix-septième session de la Commission du développement durable, sur l'agriculture, le développement rural, la terre, la sécheresse, la désertification et l'Afrique, tenue du 4 au 15 mai 2009.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Jusqu'à présent, tous les projets de l'organisation ont été menés avec des organisations non gouvernementales locales intervenant dans les domaines humanitaires précités.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a pris des initiatives favorisant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au travers des activités décrites à la rubrique « Contribution à des activités des Nations Unies » et en promouvant des manifestations telles que la Journée internationale de la paix et la Journée mondiale du sida, par différents canaux de sensibilisation tels qu'Internet, les médias sociaux et le publipostage.

6. Institut international des sciences politiques

Statut consultatif spécial : 2008

Contribution à des activités des Nations Unies

2008 :

- Publication de « Immigration, State and Law »
- Conférence internationale sur les politiques d'immigration (Madrid, octobre)
- Cours de sciences politiques et administratives, axé sur l'Amérique latine (novembre 2008)
- Commémoration du sixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Madrid, 15 décembre)

2009 :

- Séminaire annuel sur la sécurité routière dans le cadre de la résolution 62/244 de l'Assemblée générale sur l'amélioration de la sécurité routière dans le monde, octobre
- Séminaire de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies en soutien à une proposition faite par l'Espagne aux Nations Unies, mentionnant en particulier le phénomène des migrations
- Réunion annuelle sur la défense des droits de l'homme, 15 et 16 décembre

2010 :

Réunion annuelle sur la défense des droits de l'homme (17 février)

- Séminaire sur la lutte contre le sida en Afrique subsaharienne (10 mars)
- Séminaire annuel sur la sécurité routière dans le cadre de la résolution 62/244 de l'Assemblée générale sur l'amélioration de la sécurité routière dans le monde (Madrid, décembre)
- Séminaire sur le droit à la santé en Afrique et ses répercussions sur l'immigration (13 octobre)
- Publication de *Revista Iberoamericana de Derechos y Libertades Civiles*
- Projet sur les énergies durables et renouvelables (énergie de la houle)

2011 :

- Article de Manuel Balado Ruiz-Gallegos sur la réglementation et la crise économique, publié dans le Journal of European Union News, décembre
- Séminaire sur la lutte contre le sida en Afrique subsaharienne (17 mai)
- Constitution du Comité permanent à la mémoire de l'Holocauste (21 novembre)

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Compte tenu de la crise économique et de ses difficultés financières, l'organisation n'a pu participer aux réunions des Nations Unies hors d'Espagne mais a participé à celles qui se sont tenues en Espagne.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation travaille en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'UNICEF en Espagne.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a apporté un soutien financier à Médecins sans frontières et à l'UNICEF pour la nutrition des enfants et jeunes sous-alimentés dans les pays en développement d'Asie et d'Afrique et pour la réduction de la mortalité maternelle. Elle a également participé à des séminaires sur la lutte contre le sida dans les pays d'Afrique subsaharienne et en Asie, tenus en mars 2010 et en mai 2011 à Madrid. Elle est membre du Comité permanent espagnol à la mémoire de l'Holocauste, dans le cadre de la résolution 60/7 de l'Assemblée générale.

7. Juristes sans frontières

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Juristes sans frontières travaille actuellement, ou a travaillé, sur des projets en Albanie, en Colombie, au Ghana, en Haïti, au Kenya, au Libéria, en Namibie, en Ouganda et en Tanzanie.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à protéger l'intégrité de la procédure judiciaire de par le monde, en utilisant les services de juristes et juges pro bono du monde entier pour favoriser la programmation en matière d'état de droit. Elle atteint ses objectifs au moyen de programmes en faveur de la transparence, du renforcement des capacités, du règlement des conflits, de l'accès à la justice et du service aux populations mal desservies. L'organisation travaille en toute neutralité.

Changements à signaler

Juristes sans frontières Royaume-Uni est désormais affilié indépendant. L'organisation a ouvert une agence au Kenya et est en train d'installer un membre affilié en Albanie. Elle a mis en place un programme de formation au Ghana et a réalisé des évaluations au Soudan du Sud.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a assisté aux sessions ordinaires du Conseil économique et social et du Comité d'ONG sur les droits de l'homme et à presque toutes les séances d'information du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales. Elle consulte le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres entités du système des Nations Unies présentes sur le terrain dans les zones où elle intervient ou prévoit d'intervenir.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté à la cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, tenue à Vienne du 18 au 22 octobre 2010. Elle a envoyé un représentant à la réunion du Groupe d'experts de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) sur l'élaboration d'une base de donnée de la jurisprudence en matière de traite des êtres humains, tenue à Vienne les 21 et 22 février 2011. L'organisation a supervisé les travaux de recherche menés afin d'alimenter une base de données sur les poursuites en matière de traite des êtres humains. Elle a assisté à une réunion du Président de l'Assemblée générale avec les représentants des ONG, le 4 octobre 2011, et au lancement à haut niveau de la publication de l'ONUDD sur les victimes des actes de terrorisme, le 22 novembre 2011, au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Elle a également assisté à la reprise de la vingtième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, tenue à Vienne, les 12 et 13 décembre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Juristes sans frontières a organisé et accueilli les manifestations suivantes, à l'occasion des sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme, en mars, à New York:

- a) Groupe de discussion sur le thème « A lesson in peacemaking: exploring the qualities and skills of women leaders » (2008);
- b) Atelier interactif sur le thème « Equality in inheritance – equal division of property for men and women » (2009);
- c) Atelier interactif sur l'importance d'officialiser les événements marquants de la vie pour permettre l'autonomisation économique et l'accès à la justice. Cet atelier a montré en quoi l'autonomisation économique permet l'accès à la justice, qui, à son tour, soutient les familles et fait respecter les droits juridiques (2010);
- d) Atelier sur le thème « Thinking outside the box – cutting-edge techniques to empower women and girls » (2011). L'organisation a expliqué des concepts juridiques compliqués à l'aide de jeux interactifs, ainsi que les obstacles spécifiques

que rencontrent les femmes juristes et les juristes avec les filles qui sont leurs clientes, et a présenté du matériel d'enseignement innovant.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les ateliers de l'organisation sur la condition des femmes et des filles ont contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a mené son programme « Support Through Trial Advocacy Training » au Ghana, au Kenya et au Libéria, sur des thèmes tels que la violence domestique, le meurtre, le viol, la subornation, la traite des êtres humains, le divorce et la délinquance juvénile. L'organisation a travaillé sur des bandes dessinées pédagogiques pour fournir des ressources juridiques aux victimes de la violence sexiste en Haïti. De plus, au Kenya et au Rwanda, elle a informé les femmes, les enfants et les familles décimées par le VIH/sida sur les questions de succession, de réglementation relative aux terres et à la propriété et de planification successorale.

8. Mouvement mondial des mères

Statut consultatif général : 1949

Introduction

L'organisation a de nouveaux membres en Autriche, en République démocratique du Congo, en France, en République de Corée, au Rwanda, aux États-Unis, et en Uruguay.

Changements à signaler

L'organisation a décidé de modifier son nom en anglais: « World Movement of Mothers » devient « Make Mothers Matter International », qui sera le seul nom reconnu par l'ONG à partir de 2015. Ses statuts ont été modifiés pour plus de clarté dans son organisation structurelle et pour une meilleure protection. Il est explicitement fait référence aux ateliers « Make Mothers Matter » pour l'autonomisation des femmes.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation, au travers des activités de son réseau de soutien aux mères, souligne que les mères représentent une ressource largement inexploitée. Comme l'a rappelé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le 15 mai 2009, à l'occasion de la Journée internationale des familles, il existe un facteur qui ne change pas : l'importance des mères, de tout temps, et leur contribution inestimable à l'éducation des nouvelles générations. Le fait de défendre les mères (et donc les femmes) et de faire entendre leurs préoccupations à la société et aux décideurs s'inscrit dans les principaux thèmes de l'agenda du Conseil économique et social. En matière de consolidation de la paix et de sécurité humaine, le Mouvement mondial des mères a organisé une journée de recherche sur le thème « Bâtir une société plus sûre au XXI^e siècle avec les mères », soulignant la nécessité de la contribution des mères à la prévention de problèmes tels que la drogue, l'extrémisme et la délinquance, au moyen d'échanges entre les forces armées et la société civile (Oxford, Academy of Defence, 10 avril 2008). En outre, un séminaire

de suivi s'est tenu à Londres, le 4 décembre 2008, sur le thème « Mothers in action for social cohesion »; il rassemblait des représentants des ministères, de la police, de l'armée et de la société civile. En ce qui concerne les droits de l'homme, l'organisation a participé à la soixante et unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Paris, du 3 au 5 septembre 2008, à l'occasion du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment à une réunion subsidiaire intitulée « Les mères, une force cohérente : mobilisation des mères dans la lutte contre la discrimination et pour le respect de la dignité humaine et des droits de l'homme pour tous ». Lors de cette même conférence, l'organisation a cosigné, diffusé et assuré le suivi d'une lettre ouverte au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies demandant aux hauts responsables de l'ONU de répondre des actes de violence/exploitation sexuelle perpétrés par leur personnel lors des opérations de paix. Cette lettre, signée par 184 ONG et 81 particuliers, a reçu une réponse en mars 2009. En ce qui concerne la problématique hommes-femmes, en 2011, l'organisation a aidé un membre uruguayen à obtenir un financement d'une fondation française pour des projets de lutte contre les violences faites aux femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Grâce à ses représentants permanents auprès des Nations Unies à New York et à Genève, l'organisation est en mesure de prendre part régulièrement aux travaux du Conseil économique et social, en assistant et participant régulièrement aux réunions. Elle assiste aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme, de la Commission du développement social, du Conseil économique et social, y compris à son débat de haut niveau, et du Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2010-2011, l'organisation a collaboré régulièrement avec le coordonnateur du Département des affaires économiques et sociales chargé du programme des Nations Unies sur la famille, en le mettant en relation avec les parties prenantes de la Family Platform de l'Union européenne et en relayant les informations entre cette plate-forme et les Nations Unies.

En 2011, elle a participé à une réunion du Groupe d'experts des Nations Unies consacrée à l'évaluation des politiques en faveur de la famille, notamment à la lutte contre la pauvreté des familles et l'exclusion sociale, et à la conciliation de la vie professionnelle et de la famille, qui s'est tenue du 1^{er} au 3 juin.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les associations membres de l'organisation dans les pays en développement s'efforcent d'améliorer les conditions de vie des mères et des enfants au travers de l'autonomisation des femmes, en organisant des ateliers pour et sur les femmes et en menant des actions en rapport avec l'éducation et la prévention (drogue, alcool, délinquance juvénile, prostitution et mariage précoce), l'alphabétisation, les responsabilités civiques, la santé, la formation de revenu, les droits des femmes et les mères célibataires.

9. Fonds mondial pour la nature

Statut consultatif général : 1996

Introduction

La mission du Fonds mondial pour la nature consiste à lutter pour l'arrêt de la dégradation de l'environnement naturel de la planète, et à construire un futur où les hommes vivront en harmonie avec la nature, en : a) préservant la diversité biologique mondiale; b) garantissant que l'utilisation des ressources naturelles soit durable pour la planète; c) promouvant la réduction de la pollution et de la production de déchets.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a soumis des informations, des positions de principe, des suggestions, des études de cas et des conseils verbaux et par écrit aux participants aux rencontres internationales accueillies par les Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a notamment participé aux sessions annuelles du Forum des Nations Unies sur les forêts et de la Commission du développement durable, à la onzième session extraordinaire du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et au Forum ministériel mondial pour l'environnement, aux comités préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, au débat de haut niveau du Conseil économique et social, de 2008 à 2011, et aux sessions de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation travaille en étroite collaboration avec de nombreuses entités du système des Nations Unies, en particulier le PNUE, notamment sur les questions liées à l'économie verte et à l'évaluation du capital naturel.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La plupart des travaux de l'organisation promeuvent la santé et la résilience des écosystèmes, ce qui sous-tend la quasi totalité des objectifs du Millénaire pour le développement en veillant à garantir la propreté de l'environnement et la biodiversité, base de l'alimentation, du logement, des revenus, de la santé et du bien-être en général.

En ce qui concerne les objectifs 1 et 7, l'organisation gère plus de 2 000 projets dans le monde, la plupart axés sur la conservation et l'équité. Parmi les exemples dans le cadre desquels l'organisation cherche à établir un lien entre les réseaux de zones protégées et le développement, figurent: la participation de la communauté à la gestion de zones protégées et la transmission des bénéfices procurés par les zones protégées (par ex. : microfinancement de l'écorégion marine de l'Afrique occidentale); le développement de modèles de participation de la communauté à la gestion des zones protégées et l'obtention de bénéfices dans la région Altai-Sayan; la participation et le partage des bénéfices dans l'écorégion des

Carpates; la réduction de la pauvreté par la gestion des ressources naturelles (projets du Mékong, au Laos; Kafue Flats, Zambie; Région de Pastaza, Pérou et Équateur; Campo Ma'an, Cameroun; Lake Naivasha, Kenya). L'organisation travaille par ailleurs sur les moyens de subsistance durables afin d'établir un lien entre la croissance économique et l'utilisation durable des ressources naturelles. Depuis 2008, l'organisation a adopté quatre politiques sociales visant à mieux intégrer les questions de pauvreté, de droits de l'homme, de populations autochtones et d'égalité des sexes. En outre, elle gère 13 initiatives mondiales, dont la plupart intègrent des composantes de développement local et régional.

Renseignements complémentaires

De plus, l'organisation soutient et participe aux travaux des groupes de haut niveau du Secrétaire général, tels que le Groupe de haut niveau sur la viabilité mondiale, le Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous, le Groupe consultatif de haut niveau sur le financement de la lutte contre les changements climatiques et le Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015.

10. Alliance mondiale de la jeunesse

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

L'Alliance mondiale de la jeunesse est une coalition mondiale de jeunes dévoués à promouvoir la dignité de la personne humaine au niveau international et à renforcer la solidarité entre les pays développés et les pays en développement. Ses membres, âgés de 10 à 30 ans, se consacrent à la construction d'une culture qui promeut la dignité de la personne humaine par l'éducation, le plaidoyer, et la culture. Avec cinq bureaux régionaux en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Afrique, en Europe et dans la zone Asie-Pacifique, l'organisation compte plus d'un million de membres dans le monde.

Contribution à des activités des Nations Unies

Manifestation annuelle au Siège de l'ONU et au Siège de l'organisation à New York, le Forum de la solidarité internationale réunit des membres du monde entier pour examiner des thèmes mondiaux par le biais de conférences, de négociations linguistiques et d'événements culturels. Au cours de la période considérée, les forums ont porté sur les thèmes suivants : technologies de procréation assistée et personne humaine (2008); dignité et personne humaine : création d'un système de droits (2009); santé maternelle (2010); population et économie : investir dans la personne humaine (2011). Les activités culturelles, notamment la projection de films aux Nations Unies, servent à rassembler les délégations et des membres actifs de l'organisation afin d'examiner les questions sous un angle culturel.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux manifestations suivantes :

a) Ses représentants ont assisté aux cinquante-deuxième à cinquante-cinquième sessions de la Commission de la condition de la femme, au Siège de

l'ONU, à New York. Lors de ces sessions, ils ont distribué « Esperanza! », publication regroupant leurs observations lors des négociations, et ont profité de l'occasion pour échanger avec les délégués;

b) Ses représentants ont participé aux soixante-sixième à soixante-neuvième sessions de la Commission du développement social, tenues au Siège de l'ONU;

c) Lors des quarante-et-unième à quarante-quatrième sessions de la Commission de la population et du développement, ses représentants ont défendu l'idée selon laquelle la personne humaine est au centre du développement et l'augmentation de la population constitue non pas un fardeau mais une précieuse ressource. Ses membres ont diffusé la déclaration de l'organisation sur la population et l'économie et ont appelé à investir dans la personne humaine, le capital humain étant notre principale ressource;

d) Ses membres et représentants ont assisté aux seizième à dix-neuvième sessions de la Commission et fait connaître l'avis des jeunes sur le développement durable, en préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio de Janeiro, Brésil).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'est consacrée à la lutte contre le VIH/sida et à l'amélioration de la santé maternelle (objectifs 5 et 6 des objectifs du Millénaire pour le développement). Elle a envoyé des représentants aux dix-septième et dix-huitième sessions de la Conférence internationale sur le sida, tenues respectivement du 3 au 8 août 2008 à Mexico, et du 18 au 23 juillet 2010 à Vienne. En ce qui concerne la santé maternelle, l'organisation a élaboré des projets destinés à sensibiliser les femmes à leur propre système de fécondité. Ces projets, fondés sur des données factuelles, peuvent contribuer à faire baisser le taux de mortalité maternelle. Elle a également diffusé « Unfinished business », publication électronique mensuelle présentant les actions de plaidoyer et les interventions de l'organisation, afin d'améliorer la communication avec les diplomates, les membres et les acteurs clefs.

11. Fondation mondiale pour la jeunesse

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Depuis sa création, la Fondation mondiale pour la jeunesse permet aux organisations de jeunes, tant locales qu'internationales, d'échanger des idées.

Objectifs et mission

La mission de l'organisation consiste à promouvoir la bonne volonté et la compréhension entre les jeunes en organisant notamment des stages de formation, des séminaires et des conférences. Son objectif est d'encourager la recherche de programmes qui pourraient profiter aux jeunes du monde entier, ainsi que la conception de tels programmes et la diffusion d'informations à leur sujet.

Changements à signaler

L'organisation a adhéré à la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies en 2010.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le 23 février 2008, le chef des opérations de l'organisation a participé à un débat électronique sur le développement durable, organisé conjointement par le Département des affaires économiques et sociales et le PNUD, intitulé « Why sustainable development policies fail and the role of communities in the decision-making process ». Du 5 au 30 mai 2008, il a également participé à des consultations électroniques sur le changement climatique et les politiques et services axés sur les citoyens, sur le thème de la coopération internationale pour souligner le rôle des pays et des jeunes dans la lutte contre le changement climatique, organisées par l'Organisation de coopération et de développement économiques et TakingITGlobal. Un représentant de l'organisation a assisté et participé activement au deuxième Forum asiatique des Jeunes de l'UNESCO, à Gwangju (République de Corée), du 26 au 30 juin 2008. Le 18 novembre 2009, le chef des opérations a rencontré le conseiller régional Asie/Pacifique du Bureau de l'UNESCO à Bangkok pour les Sciences sociales et humaines, pour discuter des relations officielles avec l'UNESCO et des collaborations futures. Le 20 août 2010, il a fait une présentation, à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, devant les étudiants internationaux du Stamford College Melaka. Le 19 juillet 2011, il a rencontré les représentants du Centre de documentation régional pour l'Asie et le Pacifique, centre de collaboration du PNUE, à propos de la participation de l'organisation aux programmes d'adaptation aux changements climatiques. En juillet 2011, l'organisation a été invitée par le Bureau de l'UNESCO pour les États du Pacifique à coordonner le projet de l'UNESCO sur l'engagement civique des jeunes en Asie, en sélectionnant quatre organisations de jeunes en Asie afin qu'elles soumettent des études de cas créatives et innovantes. Un prix de 1 000 dollars récompensera les gagnants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Bureau de l'UNESCO à Bangkok et son Siècle à Paris ont fourni des orateurs et de la documentation écrite, et la Commission nationale malaise pour l'UNESCO a apporté une aide au financement pour la conférence internationale sur le dialogue interculturel intitulée « N° east, n° west », sur le thème « Fostering understanding and building bridges across cultures among young people of Asia », tenue à Malacca (Malaisie), du 26 au 30 avril 2010. En septembre 2011, le projet de poésie géante « The world, a giant poem » a reçu le soutien du Bureau de l'UNESCO en Espagne, ainsi qu'un financement partiel de la Commission nationale. L'organisation a fourni un soutien logistique local aux participants à la conférence de l'UNESCO portant sur le dialogue philosophique interrégional Asie-Monde Arabe, et plus particulièrement sur la culture de la paix et la dignité humaine, lors de sa visite sur le terrain, à Malacca, le 14 mai 2010.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En avril 2009, l'organisation a soutenu la campagne mondiale contre la drogue de l'ONUDC; en août 2009, la campagne mondiale de sensibilisation au changement

climatique baptisée « Scellons l'accord » a marqué l'Année internationale de la jeunesse et a ensuite permis la diffusion d'informations au moyen de sa lettre d'information en ligne et de Facebook. En mai 2010, l'organisation a également soutenu une campagne pour la promotion d'un système éducatif axé sur les élèves. Par ailleurs, à l'occasion de la Journée mondiale sans tabac, elle a soutenu une conférence, tenue du 31 mai au 5 juin 2011, à Malacca. Elle a signé la Déclaration de Vienne pour soutenir la treizième conférence sur la Journée mondiale du sida, tenue le 20 juillet 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne l'objectif 1, la Fondation mondiale pour la jeunesse a organisé, à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, un dîner caritatif « Eat so they can », le 18 octobre 2008, à Malacca, afin de collecter des fonds pour les enfants pauvres. En ce qui concerne l'objectif 7, elle a organisé, du 9 au 12 juillet 2008, une session de formation internationale au risque de catastrophe et à la gestion de l'environnement, ainsi que le deuxième nettoyage annuel de Malacca, le 6 décembre 2008, et une session de formation internationale à l'adaptation aux changements climatiques et à la réduction des risques de catastrophe, du 27 au 30 avril 2011. L'organisation a reçu des conseils du PNUE et un financement partiel de la Commission nationale malaise pour l'UNESCO. Pour favoriser la réalisation de l'objectif 8, la Fondation mondiale pour la jeunesse a coorganisé, à Malacca, du 1^{er} au 7 août 2010, le University Scholars Leadership Symposium intitulé « Building dreams », sur le thème des programmes humanitaires.

12. Yachay Wasi

Statut consultatif spécial : 2001

Introduction

En quechua, « Yachay Wasi » signifie « maison de l'apprentissage ». L'organisation est basée à New York depuis 1993 et à Cuzco (Pérou) depuis 1997. Elle est en relation avec le Département de l'information depuis 1997, partenaire de l'UNESCO depuis 2007 et membre du Partenariat de la montagne depuis 2009.

Objectifs et mission

La culture et la spiritualité des populations autochtones, notamment l'attention qu'elles portent à l'environnement, forment la base de l'engagement de l'organisation. Le combat qu'elle mène contre la profanation des vestiges incas dans les Andes l'a conduite à participer à la protection des sites sacrés des autochtones, symboles concrets de la biodiversité et de la spiritualité, qui ont fait l'objet de tables-rondes au Siège de l'ONU. Dans les Andes péruviennes, l'organisation mène des projets de développement durable fondés sur l'identité culturelle et l'environnement. Le partage d'informations est une composante essentielle de son travail. Elle organise des conférences locales dans des communautés autochtones isolées des Andes péruviennes, afin de les informer des travaux des Nations Unies à leur sujet : conférences sur les sites sacrés, la biodiversité, la spiritualité andine et le changement climatique à Huilloc-Ollantaytambo, province de Urubamba, Cuzco,

Pérou (avril 2011); à Raqchi, province de Canchis, Cuzco (août 2010); et à Acopia, province d'Acomayo, Cuzco (avril 2009). Elle publie un bulletin d'information et gère des bases de données en ligne. Elle invite ses membres péruviens à se rendre à New York pour assister aux sessions annuelles de l'Instance permanente sur les questions autochtones et leur facilite l'obtention de visas pour ce faire.

Contribution à des activités des Nations Unies

Depuis mai 2008, l'organisation participe au projet de remise en état du Circuit des Quatre Lacs, en plantant des arbres indigènes dans les Andes péruviennes, dans le cadre de la « Campagne pour un milliard d'arbres ». À cet égard, elle a reçu les félicitations du Directeur exécutif du PNUE en 2010.

En octobre 2008, l'organisation était parmi les 100 premières à faire partie du Réseau pour la neutralité climatique du PNUE.

Au cours de la période considérée, elle a participé à des manifestations en marge de l'Instance permanente sur les questions autochtones, notamment à une table-ronde intitulée « During the International Year of Biodiversity: biodiversity and spirituality in the High Andes », organisée par le PNUE (22 avril 2010) et à une table-ronde sur le thème « Cultural heritage and sacred sites: world heritage from an indigenous perspective », organisée par le PNUE, avec la participation de représentants des populations autochtones (22 mai 2009).

En février 2008, la première phase du projet de remise en état du Circuit des Quatre Lacs était achevée, suite à l'étude sur le terrain de 2004 financée par Yachay Wasi. La première phase d'un projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement, consistant à nettoyer les eaux et rives de deux lacs et à dispenser des formations à l'environnement aux communautés autochtones, a été mise en œuvre de septembre 2007 à février 2008, avec un financement de Rotary International. Cela a été considéré comme une pratique exemplaire par le Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales. En 2005, ce projet a été enregistré dans la base de données « Partenariats » de la Commission du développement durable. L'organisation a tenu un guichet d'information et animé une table-ronde sur le projet, le 12 mai 2008, lors de la Foire du partenariat, dans le cadre de la seizième session de la Commission, tenue au Siège de l'ONU, à New York.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones de 2008 à 2011. Au cours de la période considérée, elle a également pris part aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme et de la Commission du développement social, ainsi qu'aux sessions de fond du Conseil économique et social.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

8-10 juin 2010 : invitation et financement du Fonds d'affectation spéciale volontaire destiné à faciliter la participation des communautés autochtones et locales aux travaux de la Convention sur la diversité biologique, afin que le Président de l'organisation puisse s'exprimer lors de la Conférence internationale sur la diversité biologique et culturelle : « Diversité pour le développement et

développement pour la diversité », organisée à Montréal (Canada) par le Secrétariat de la Convention et l'UNESCO.

25 octobre 2010 : manifestation parallèle organisée par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et l'UNESCO, durant la dixième session de la conférence des parties, tenue à Nagoya (Japon), dont le principal orateur était le Président de l'organisation.

13. Youth for Unity and Voluntary Action

Statut consultatif général : 1996

Introduction

Fondée en 1984 en tant qu'organisation bénévole de développement, Youth for Unity and Voluntary Action est une organisation non gouvernementale indienne. Son action repose sur cinq valeurs fondamentales non négociables : justice sociale, justice pour les femmes, durabilité du point de vue de l'environnement, honnêteté et intégrité, ainsi que laïcité et démocratie.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à donner voix au chapitre aux personnes opprimées et marginalisées en aidant les organisations et les institutions qui les représentent à participer sur un pied d'égalité au processus de développement, en garantissant la réalisation du droit fondamental de vivre dans la sécurité, la dignité et la paix. Elle forge des partenariats cruciaux avec le Gouvernement et des alliances avec des acteurs de la société civile, tels que les mouvements populaires, les syndicats, les groupes de femmes, les institutions académiques et le secteur privé, afin de permettre et renforcer les processus d'autonomisation des peuples.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation travaille sur différentes thématiques concernant les communautés rurales et urbaines et participe à des efforts et alliances aux échelons local et national. Son action auprès des enfants repose essentiellement sur le cadre universellement accepté, à savoir la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle travaille auprès des enfants seuls des rues et de ceux qui vivent sur le trottoir et dans des bidonvilles, et prête particulièrement attention aux filles. Ses travaux en matière de logement vont de la protection contre l'expulsion à la facilitation de l'accès à un logement normal, en passant par l'amélioration des conditions de vie. A Mumbai, en particulier, l'organisation travaille à plusieurs niveaux sur la question de la privatisation de l'eau.

L'organisation s'efforce également de promouvoir la justice pour les femmes et l'égalité des sexes. Elle a mis en place une organisation de femmes comptant 30 000 membres, venant principalement de communautés démunies et de familles d'agriculteurs marginalisées de la région de Vidarbha (État du Maharashtra), qui reprend à son compte la problématique hommes-femmes et promeut les droits des femmes, ainsi que le développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes, dans une perspective d'autonomisation économique. L'organisation fait également office de point d'ancrage pour la campagne « We can end all violence against women » dans l'État du Maharashtra et participe à la campagne nationale en tant que membre

de son comité de pilotage. De plus, elle s'efforce d'utiliser à bon escient l'énergie des jeunes et de les associer aux processus de changement social. Elle insiste sur la formation et le renforcement des groupes de jeunes, ainsi que sur la création d'emplois pour les jeunes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Elle a participé à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, du 21 au 25 février 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a travaillé en collaboration avec l'UNICEF pour les activités suivantes: intensification de la campagne sur le projet de loi du Droit à l'éducation (novembre 2011); formation des médias populaires et des artistes de rue aux questions de protection de l'enfance (novembre 2011); lutte contre le travail des enfants dans l'agriculture dans la région de Vidarbha (État du Maharashtra), comprenant 74 conseils villageois (Gram Panchayat).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a participé activement à la campagne nationale sur la responsabilisation du gouvernement dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement baptisée « Wada Na Todo Abhiyaan ». Elle s'est également chargée de la campagne nationale baptisée « Maha Abhiyaan », poursuivant les mêmes objectifs, et a mené des consultations sur le douzième plan quinquennal et les objectifs du Millénaire pour le développement au niveau de l'État. Parmi ses autres activités, figurent : un rapport de la société civile et une manifestation « Stand up, make noise » à New Delhi pour réclamer des mesures urgentes concernant les objectifs du Millénaire pour le développement (septembre 2010); une manifestation à vélo baptisée « Nine is mine » pour rappeler au gouvernement de consacrer respectivement 6 % et 3 % du produit intérieur brut à l'éducation et à la santé; une manifestation « Stand up and take action » et un appel international à prendre des mesures contre la pauvreté (octobre 2008); une campagne sur l'éducation des filles, à l'occasion de la Journée nationale de la fille (janvier 2010); la participation à des activités en faveur de l'autonomisation des femmes et leur mise en œuvre.

14. Yugoslav Youth Association against Aids: Youth of JAZAS

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

L'organisation fournit des informations et des conseils en ce qui concerne le VIH/sida, ainsi que la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation :

- A organisé des séminaires pour former les personnes vivant avec le VIH à l'utilisation du traitement antirétroviral (2008-2009).
- A mis en œuvre le projet du Fonds européen pour la jeunesse sur la prévention du VIH/sida au sein des populations vulnérables et la promotion des droits de l'homme en ce qui les concerne (2008).
- A mis en œuvre un projet visant à renforcer le statut juridique des personnes vivant avec le VIH, financé par la Commission européenne et le Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries (2008-2010).
- A assisté à la quatorzième réunion de la cellule de réflexion sur le VIH/sida organisée par la Commission européenne, à Bruxelles (5 mai 2009). Auprès de l'Assemblée nationale serbe (8 juin 2009), elle a également initié la création d'un groupe parlementaire multipartite serbe travaillant sur les questions du VIH/sida et de la santé de la procréation. À l'heure actuelle, elle met en œuvre un projet du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, baptisé « Strengthening HIV prevention and care for the groups most vulnerable to HIV/AIDS » (juillet 2009-juin 2014).
- A réalisé diverses actions dans le cadre du projet « Healthy style – my style » destiné aux jeunes de plus de 80 villes et communes serbes (2009).
- A permis la création, en Serbie, de l'Union des personnes vivant avec le VIH (décembre 2009) et n'a cessé de soutenir et d'aider les organisations de personnes vivant avec le VIH en matière de renforcement des capacités et de travail en réseau.
- A assisté à des réunions sur le renforcement de la société civile à Noordwijkerhout (Pays-Bas), du 19 au 21 mai 2010, au Cap (Afrique du Sud), du 13 au 16 octobre 2010, et à Amsterdam (Pays-Bas), du 16 au 18 février 2011.
- Était représentée, en tant que Secrétariat du groupe parlementaire multipartite serbe sur le VIH/sida, lors de réunions à Dubrovnik (Croatie), du 17 au 20 novembre 2010, et à Londres, les 17 et 18 mars 2011.
- A organisé un séminaire sur le VIH/sida pour les membres des parlements régionaux à Belgrade (6 décembre 2010), ainsi que des formations pour les personnes vivant avec le VIH, les policiers et les travailleurs sociaux.
- A organisé la première conférence des personnes vivant avec le VIH, à Subotica (Serbie), du 23 au 25 mars 2011.
- A célébré la Journée mondiale de la lutte contre le sida, chaque 1^{er} décembre, au moyen de campagnes, de manifestations de rue et de veillées de commémoration.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté aux réunions suivantes à New York: Assemblée générale, 20 septembre 2009; auditions informelles interactives de l'Assemblée générale visant à collecter des informations en vue de sa Réunion plénière de haut

niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement, 14-15 juin 2010; Réunion de haut niveau consacrée à un examen approfondi des progrès accomplis dans la réalisation de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida et de la Déclaration politique sur le VIH/sida, 8-10 juin 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé à l'élaboration de la stratégie nationale sur le VIH/sida pour 2011-2015, publiée en 2010 par le Ministère de la santé de Serbie et le Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH et le sida au niveau national. Elle a assisté à des consultations du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, à Genève, du 2 au 4 décembre 2010, et à Nairobi du 1^{er} au 5 novembre 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a assisté aux rencontres suivantes en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : Conférence d'Europe orientale et d'Asie centrale sur le sida, Moscou, octobre 2009; réunion sur le thème « Civil society and evolving processes in international health », Genève, novembre 2009; réunion régionale pour l'Europe orientale et l'Asie centrale sur l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'aide, organisée par le Fonds mondial et le PNUD, Sofia, novembre 2009; réunion des bénéficiaires de l'Initiative mondiale pour le VIH/sida de la Fondation Ford, Rio de Janeiro (Brésil), décembre 2009; conférence mondiale sur la santé, Bruxelles, 10-12 juin 2010; Conférence pour les annonces de contributions du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, New York, 4-5 octobre 2010.

15. Prix international Zayed de l'environnement

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Le Prix international Zayed de l'environnement (prix Zayed) est le prix mondial le plus prestigieux décerné en matière d'environnement, soit 1 million de dollars. Il a été établi en 1999 par Sheikh Mohammad bin Rashid al Maktoum, Vice-Président et Premier Ministre des Émirats arabes unis et dirigeant de Doubaï, en reconnaissance de la philosophie, de la vision et des réalisations de feu Sheikh Zayed bin Sultan al Nahyan, l'ancien Président, qui a œuvré sans relâche à préserver et protéger l'environnement pour les générations futures de son pays, de la région et du monde.

Objectifs et mission

La mission de l'organisation consiste à reconnaître, récompenser et promouvoir les principales contributions novatrices dans le domaine de l'environnement et du développement durable, en conformité avec la philosophie et la vision en matière de développement de feu Sheikh Zayed bin Sultan al Nahyan, et en appui des initiatives mondiales telles que l'Action 21, les objectifs du Millénaire pour le développement et le Plan de mise en œuvre de Johannesburg.

Changements à signaler

Le prix Zayed est désormais reconnu internationalement comme l'une des principales contributions des Émirats arabes unis aux efforts mondiaux de promotion du développement durable. Il reflète la forte préoccupation des dirigeants et citoyens des Émirats pour les questions environnementales, à tous les niveaux. Il ne s'agit pas uniquement d'un prix, mais également d'une institution qui s'emploie à promouvoir le développement durable au moyen de diverses initiatives de protection de l'environnement.

Contribution à des activités des Nations Unies

En décembre 2008, l'organisation, en collaboration avec le PNUD, a tenu à Dubaï la première réunion en vue de la création d'un comité technique en rapport avec la proposition de forum du Conseil de coopération du Golfe pour la promotion des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour l'élimination et/ou la réduction des émissions et rejets de POP produits de façon non intentionnelle. En juin 2011, l'organisation a lancé, avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'outil de gestion des sites contaminés par les polluants organiques persistants, document environnemental pour la gestion mondiale des sites contaminés par les produits chimiques et les polluants organiques, qui revêt une importance capitale pour le monde arabe, l'Asie de l'Ouest et les pays en développement d'une manière générale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En février 2009, des représentants du prix Zayed ont assisté à la vingt-cinquième session du Conseil d'administration et du Forum ministériel mondial sur l'environnement du PNUE, tenue à l'Office des Nations Unies à Nairobi. En février 2011, l'organisation a participé à la douzième session extraordinaire du Conseil d'administration et du Forum ministériel mondial sur l'environnement du PNUE, toujours à Nairobi. En octobre 2011, elle a participé à la Réunion préparatoire régionale arabe en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, organisée par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, au Siège de la Ligue des États arabes au Caire. En décembre 2011, elle a pris part au programme de pays PNUD-Émirats arabes unis pour 2013-2017, sur le thème « Empowered lives: resilient nation » à Abou Dhabi.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En juin 2008, le prix Zayed, en collaboration avec le PNUE, a organisé une conférence internationale sur la construction durable, à Dubaï. En décembre 2008, il a organisé à Dubaï, en partenariat avec l'ONUDI, la première consultation sur l'outil de gestion des sites contaminés.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En novembre 2008, le prix Zayed a organisé, avec Huber Technology Middle East, un atelier sur les technologies de pointe pour des villes vertes. Cet atelier portait sur des thèmes tels que l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la réutilisation de l'eau, les solutions centralisées et décentralisées d'épuration des eaux usées et le traitement des boues. En septembre 2010 le prix Zayed a organisé,

en collaboration avec la Fondation Chancelier fédéral Willy Brandt, un atelier sur le maintien de l'ordre environnemental pour renforcer les institutions chargées de la sécurité, améliorer leurs tâches de contrôle du territoire et mettre en œuvre un puissant outil technologique de pointe destiné à protéger la qualité de l'environnement et, par conséquent, à améliorer la prévention et la répression de l'écodélinquance. En 2011, Sheikh Mohammad bin Rashid al Maktoum, en tant que parrain du prix Zayed, a décidé de prendre en compte les efforts locaux et mondiaux, en créant un nouveau prix, le Emirates Appreciation Award for the Environment, d'une valeur d'un million de dirhams. Ce prix est destiné à récompenser et promouvoir les contributions novatrices des particuliers et entreprises aux Émirats arabes unis, dans le domaine du développement environnemental et durable.

Renseignements complémentaires

Le prix Zayed s'efforce de mettre en place davantage de partenariats et d'améliorer la coopération à tous les niveaux pour faire avancer la cause environnementale et la porter à la connaissance des décideurs et du public.
